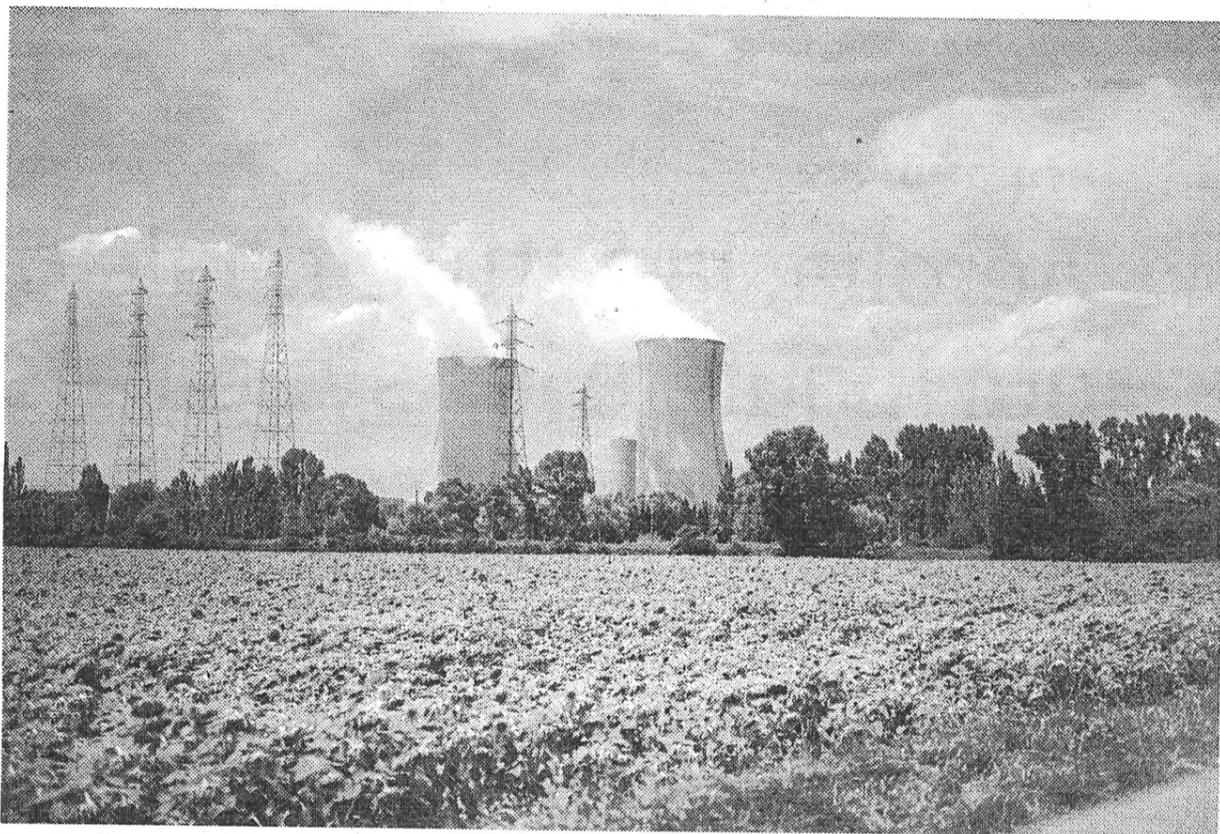


Incident

Au Tricastin, deux barres de combustible s'accrochent au bouchon

DRÔME



Le site d'Areva au Tricastin, en juillet, quelques jours après la fuite d'uranium. PHOTO FRED DUFOUR. AFP

La réaction en chaîne estivale des incidents nucléaires se poursuit. Lundi soir, lors d'une opération de maintenance banale à la centrale EDF du Tricastin (Drôme), là où, cet été, 74 kilos d'uranium avaient été rejetés dans la nature (lire ci-dessous), une sérieuse anomalie est survenue. Explication. Comme dans un foyer faiblissant, il faut remettre de nouvelles bûches dans un réacteur nucléaire, en l'occurrence des barres de combustibles semblables à de longues poutres métalliques. Tous les douze ou dix-huit mois, les ingénieurs EDF déchargent et rechargent un tiers de ces assemblages lors d'une routinière mais délicate intervention. La cuve du réacteur ressemble à une gélule. Il faut d'abord en soulever l'énorme bouchon, constitué de ce que l'on appelle les équipements internes supérieurs, pour procéder au retrait des assemblages vieillissants. C'est lors de cette opération qu'est survenu l'incident inhabituel: le gros bouchon a emmené avec lui deux assemblages de combustible irradié.

Mécano. «Cet incident est tout à fait anormal, mais exceptionnel», précise Martial Jorel, de la direction de la sûreté des réacteurs à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Et pour cause, la seule anomalie du même acabit s'est produite il y a un peu plus de dix ans, le 19 août 1998, sur l'un des réacteurs de Nogent-sur-Seine (Aube). Et voilà nos ingénieurs du Tricastin plongés dans des retours d'expérience vieux de dix ans. Dans l'enceinte du réacteur, «toute manœuvre a été stoppée pour mieux analyser la situation», signale EDF. Comprendre: on retient son souffle pour que les deux barres de combustible ne se détachent pas du socle de manière aussi inopinée qu'elles s'y sont accroché. Ce serait le pire des scénarios évoqués lundi soir par les ingénieurs d'EDF et les experts de l'IRSN. «Si l'une ou les deux barres de combustible se rompaient sur les assemblages, avance Martial Jorel, cela aurait des conséquences radiologiques négligeables.» Mais industriellement monumentales. La radioactivité serait peut-être confinée dans le réacteur, mais quel beau cas d'école qu'une cuve pleine de débris. Leur présence compliquerait considérablement la tâche d'EDF. «Ils pourraient endommager d'autres assemblages, qu'il faudrait ensuite retirer», explique Martial Jorel.

«L'accident de manutention de combus-

tible est un accident grave. C'est logique car les éléments combustibles sont des déchets de haute activité, dont la dose létale à un mètre est atteinte en moins d'une minute. Si on les casse, c'est vraiment le merdier dans le bâtiment réacteur», précise Mycle Schneider, auteur d'un rapport sur la sûreté nucléaire, en 2007, pour le compte des députés Verts européens. L'objectif des experts: conserver ces deux assemblages suspendus et évacuer le tout sans casse. Pour cela, il va falloir jouer au mécanicien de secours et construire un outil spécial, comme en

1998. EDF ne donne pas d'indication sur la cause de l'incident, même si le vieillissement du combustible peut être en cause. «Lorsque les assemblages

« Les éléments combustibles sont des déchets de haute activité. Si on les casse, c'est vraiment le merdier dans le bâtiment réacteur. »

Mycle Schneider, auteur d'un rapport sur la sûreté nucléaire

passent quatre années dans une cuve de réacteur; poursuit Mycle Schneider, il peut arriver qu'ils ne soient plus tout à fait rectilignes. » Et qu'ils s'accrochent. **Visites.** Plus largement, le vieillissement du matériel et la compétence

des hommes vont devenir des questions majeures de l'industrie atomique. A partir de 2009, on entame la longue série des troisièmes visites décennales qui concernent les 34 réacteurs français les plus anciens, dont Fessenheim (Haut-Rhin) et le Tricastin. Durant ces visites, se posera la question de l'allongement de leur durée de vie. Une question déjà posée par l'inspecteur général de la sûreté nucléaire qui, dans son rapport 2007, constatait «une montée des problématiques d'obsolescence des matériels ou des composants, souvent découvertes tardivement, alors que les délais de traitement sont en général longs.»

◀ LAURE NOUALHAT

L'échelle des événements nucléaires, un outil imparfait

La sûreté nucléaire, c'est un peu comme un conjoint volage. On se doute de ses incartades mais on préfère ne rien savoir, sinon c'est le divorce assuré. Depuis le début de l'été pourtant, l'industrie nucléaire fait régulièrement état de ses écarts, incidents et autres anomalies qu'elle prend soin de qualifier d'anodins. Alors on pardonne. Depuis l'incident de Socrati, la filiale d'Areva, sur le site du Tricastin – qui a abouti, en juillet, au largage de 74 kilos d'uranium dans la nature –, une réaction en chaîne s'est déclenchée: à la moindre incartade, même mineure, les médias relaient tout. Et mettent à jour le fonctionnement habituel d'une industrie hautement technologique, bourrée d'incidents et très surveillée. Pourquoi ce soudain intérêt pour le quotidien atomique? «Il est sûr que l'événement de l'été a mis en lumière tous les autres, confirme Jean-

Christophe Niel, le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui évoque un «effet d'hystérésis». Les incidents qui arrivent depuis l'été n'ont pas la même importance que celui, originel, qui a suscité tant d'émoi, mais tout le monde réagit comme si c'était le cas.

Leur récurrence, pourtant habituelle, fait froid dans le dos. D'après l'ASN, 840 événements ont été répertoriés en 2007, plus d'un par jour, dont 86 classés niveau 1 sur l'échelle internationale des événements nucléaires (Ines). Le niveau 1 qualifie une «anomalie sortant du régime de fonctionnement autorisé», comme ce qui s'est produit hier. Mais d'après Mycle Schneider, consultant sur les questions nucléaires auprès des Verts européens et du Congrès américain, «il y a un profond malentendu car le classement Ines ne donne aucune indication sur le risque potentiel de l'incident.»

En clair, l'échelle Ines est destinée au public. «Elle renseigne sur le danger immédiat d'un événement mais elle ne donne aucune idée de la signification de l'incident.» La France déclare beaucoup d'événements sur l'échelle Ines; d'autres pays (Allemagne, Etats-Unis) goûtent peu à ce classement et préfèrent rapporter différemment leurs incidents. «Il est tout de même surprenant que l'utilisation de l'échelle ne soit pas comparable d'un pays à l'autre», poursuit Mycle Schneider. Chaque autorité de sûreté interprète les critères de déclaration des incidents selon sa volonté, et sur proposition des exploitants, à savoir en France, Areva, EDF, le Commissariat à l'énergie atomique ou l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Pendant ce temps, la population française, elle, ne demande toujours pas le divorce.

◀ LAURE NOUALHAT